Khalida Toumi. Ministre de la culture

Entretien rÃ©alisÃ© par : Ameziane Ferhani et Zineb Merzouk. El Watan.



Khalida Toumi, ministre de la Culture.

PREMIERE PARTIE

Khalida Toumi. Ministre de la culture : Â« Le bonheur de compter jusquâ€™Ã un Â»

Entretien rÃ©alisÃ© par : Ameziane Ferhani et Zineb Merzouk.
El Watan.27/12/2007

Pour ce numÃ©ro bilan, nous avons rencontrÃ© Mme Khalida Toumi, ministre de la Culture. Toujours passionnÃ©e, mais dÃ©contractÃ©e, elle nous a reÃ§us pendant prÃ¨s de trois heures, pourtant insuffisantes pour embrasser tous les sujets. Mais, pour lâ€™essentiel, cet entretien permet de mieux connaÃ®tre la dÃ©marche et lâ€™action du ministÃ¨re, sa vision aussi, et de prendre acte de ses engagements pour 2008 et plus tard, Ã travers des mesures qui, pour certaines, sont annoncÃ©es pour la premiÃ¨re fois. La deuxiÃ¨me partie de cet entretien paraÃ®tra jeudi prochain avec comme thÃ¨mes : le soutien Ã la crÃ©ation, le cinÃ©ma et le rÃ©seau des salles, la censure, la formation, le statut de lâ€™artiste, la crÃ©ation dâ€™un conseil national des arts et lettres et dâ€™une mutuelle sociale des artistes et enfin, le festival panafricain prÃ©vu en 2009. Toute fÃ©Ã©rie a besoin dâ€™une machinerie. Mme Khalida Toumi nous assure que la machinerie sâ€™est mise en branle. Allez, bonne annÃ©e Ã nos lecteurs et Ã tous ceux qui, dans notre pays, ont pris les sentiers rocailleux et hasardeux de lâ€™expression, avec la conviction que la beautÃ© et le sens sont des produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ© et mÃªme dâ€™urgence.

Si vous deviez retenir un seul mot pour qualifier lâ€™annÃ©e 2007, quel serait-il ?

Seulement un seul ? Je dirai Mama et 1001 titres, soit lâ€™ouverture du MusÃ©e dâ€™art moderne et contemporain et la publication de 1001 livres. Il y a eu aussi la crÃ©ation du MusÃ©e de miniature, dâ€™enluminure et de calligraphie. Il y a eu beaucoup de choses cette annÃ©e, mais les plus importantes sont celles qui continueront. Nous voulons que cette impulsion culturelle se prolonge.

Lâ€™Ã©vÃ¨nement Alger, capitale de la culture arabe 2007 a Ã©tÃ© dÃ©criÃ© par certains acteurs ou observateurs, notamment au plan de la sÃ©lection des projetsâ€¦

TrÃ¨s sincÃ¨rement, je trouve que ce serait triste que lâ€™AnnÃ©e fasse plaisir Ã tout le monde. Ce ne serait pas normal. Il est absolument impossible quâ€™on rÃ©ponde aux desiratas de tout le monde et quâ€™on retienne tous les projets. La seule faÃ§on de donner une rÃ©ponse positive au maximum de projets serait de multiplier les annÃ©es telles que celle-lÃ . Il faudrait que 2007 ne soit pas un passage conjoncturel. Cela dit, il faut rappeler que tout a Ã©tÃ© fait pour que les projets admissibles Ã soutien financier (car ce nâ€™est pas le ministÃ¨re qui a produit) ont Ã©tÃ© retenus, non pas par des fonctionnaires, mais par des commissions constituÃ©es de gens de lâ€™art pour toutes les disciplinesâ€¦ Pour les confÃ©rences, ce sont les opÃ©rateurs, la BibliothÃ¨que nationale, le CNRPH ou dâ€™autres, qui ont proposÃ©, Ã partir dâ€™un comitÃ© scientifique, comme nous lâ€™avons exigÃ©. Le ministÃ¨re nâ€™est lÃ que pour mettre les moyens Ã leur disposition. VoilÃ ce que je peux dire. Mais, Ã©videmment, il ne peut y avoir que des contents.

Comparativement au passÃ©, il y a eu Ã©normÃ©ment de choses, une programmation si dense que certains Ã©vÃ©nements sont passÃ©s inaperÃ§us et un sentiment dâ€™overdose, si lâ€™on peut dire. Nâ€™y-a-t-il pas eu conflit entre le quantitatif et le qualitatif ?

Je ne le pense pas. En comparaison avec ce qui se faisait avant, oui, il y avait beaucoup. Mais si on compare avec des pays, non pas plus dÃ©veloppÃ©s que nous oÃ¹ lâ€™industrie culturelle est florissante, mais disons Ã des pays de niveau de dÃ©veloppement similaire, il nâ€™y a pas eu overdose. Maintenant, je crois quâ€™il y a un vrai problÃ¨me quâ€™un jour nous serons obligÃ©s de prendre Ã bras-le-corps, câ€™est la question du public culturel. Il faudrait que lâ€™on fasse des Ã©tudes et des sondages pour dÃ©terminer combien dâ€™AlgÃ©riens lisent de livres par mois ou par annÃ©e, et dâ€™abord, ceux qui sont censÃ©s lire. Ou encore combien dâ€™AlgÃ©riens vont dans les musÃ©es ? Il faudra se regarder dans un miroir, pas pour se taper dessus, jâ€™ai horreur de lâ€™auto-flagellation, mais pour se mettre dâ€™accord sur le fait que lire est une activitÃ© fondamentale pour lâ€™Ãªtre humain, pour sa formation

comme pour son Ã©panouissement. Et, avant de tomber sur lâ€™AlgÃ©rien lambda, posons la question de ceux qui doivent lireâ€¦

Vous voulez parler des universitaires, des cadres, des enseignantsâ€¦ ?
Avant ceux-lÃ , il y a ceux qui ont les moyens dÃ©jÃ â€¦

Les moyens peut-Ãªtre, mais pas la culture. Cette corrÃ©lation dans notre sociÃ©tÃ© nâ€™est pas Ã©videnteâ€¦

Oui, mais on doit Ã un moment tracer une stratÃ©gie pour populariser au maximum la lecture. Ma conviction reste que la culture sert Ã former, Ã divertir aussi, mais elle sert aussi Ã constituer le ciment le plus sÃ»r pour une sociÃ©tÃ©. Cela nous renvoie Ã la question du non accÃ¨s Ã la culture, et cette inÃ©galitÃ©-lÃ , je la considÃ¨re comme beaucoup plus terrible que dâ€™autres inÃ©galitÃ©s. RemÃ©dier Ã lâ€™inÃ©galitÃ© culturelle est dâ€™ailleurs beaucoup plus dur. Si on considÃ¨re que le ciment culturel est fondamental dans une sociÃ©tÃ©, pour lâ€™unitÃ© nationale et un dÃ©veloppement harmonieux, eh bien, on est obligÃ© de se fixer un SMIG culturel dans tous les domaines auxquels doivent accÃ©der les citoyens. Lâ€™Etat doit organiser les choses pour que chaque secteur, et pas seulement le ministÃ¨re de la Culture, les institutions comme les entitÃ©s privÃ©es, sâ€™impliquent. Nous travaillons actuellement Ã la crÃ©ation du Centre national du livre et ce type de questions sur la diffusion de la lecture dans notre sociÃ©tÃ© devra se poser et se discuter.

Nous avons justement une question sur lâ€™implication des autres secteurs Ã la culture : lâ€™Ã©ducation, le tourismeâ€¦ Est-ce que des synergies sont envisagÃ©es ?

Oui, cela est prÃ©vu mais, cela dit, il appartient au ministÃ¨re de la Culture dâ€™assumer ses missions. Par exemple, pour la lecture, une synergie sâ€™est mise en place avec le ministÃ¨re de lâ€™Education nationale. Une convention a Ã©tÃ© signÃ©e il y a quatre ans, bien que je nâ€™aime pas beaucoup ces conventions qui restent abstraites. Nous avons donc mis en place un groupe qui travaille actuellement Ã la question de la littÃ©rature Ã lâ€™Ã©cole. Nous nâ€™avons rien inventÃ©, lâ€™Ã©cole est le lieu de socialisation par excellence et câ€™est lÃ que se forme le lecteur, le futur visiteur de musÃ©e, le futur spectateur de thÃ©Ã¢tre, le futur cinÃ©phile. Mais nous avons voulu commencer par le livre, car il est la base de tout. Aujourdâ€™hui, on peut le faire avec le programme dâ€™Ã©dition de 1001 titres cette annÃ©e. Je vous annonce dâ€™ailleurs que cette opÃ©ration est reconduite pour 2008. Avec tous ces ouvrages, qui seront dans le commerce mais aussi dans les bibliothÃ¨ques communales et scolaires, nous pourrons arriver Ã ce quâ€™un certain nombre de titres obligatoires soient lus par les Ã©lÃ¨ves pendant lâ€™annÃ©e. On commencera petit mais rien nâ€™empÃªche que chaque Ã©lÃ¨ve algÃ©rien, je vais dire lÃ un chiffre qui peut paraÃ®tre ridicule pour certains mais qui pour moi est important. Vous savez, quelquâ€™un a parlÃ© du Â« bonheur de compter jusquâ€™Ã un quand on a rien Â». Et dans ce cadre, je veux avoir le bonheur de compter jusquâ€™Ã quatre. Quâ€™est-ce qui peut nous empÃªcher de dÃ©cider que de la premiÃ¨re annÃ©e primaire jusquâ€™Ã la terminale, non, laissons tranquilles les candidats au bac, soit sur douze annÃ©es, ce qui est Ã©norme, chaque Ã©lÃ¨ve lise quatre livres sur une centaine parmi les classiques de chaque catÃ©gorie dâ€™Ã¢ge. Quand on dÃ©marre de zÃ©ro, câ€™est Ã©norme.

Câ€™est le professeur de mathÃ©matiques qui parleâ€¦

Oui, sans doute. Nous travaillons sur cela prÃ©sentement. Il faudrait quâ€™une telle opÃ©ration dure au moins cinq ans. Câ€™est le minimum pour que la chaÃ®ne du livre reprenne et puisse plus tard sâ€™autonomiser. Alors, lâ€™Etat pourra apporter un soutien Ã distance. Je suis pour lâ€™intervention de lâ€™Etat dans la culture et non pas pour le tout-privÃ© Ã cause des inÃ©galitÃ©s culturelles dont je parlais.

De toutes les faÃ§ons, des pays trÃ¨s libÃ©raux apportent leur soutien Ã cultureâ€¦

Bien entendu, surtout pour le livre et la lecture publique. VoilÃ pour la synergie avec le ministÃ¨re de lâ€™Education nationale. Si on arrive dÃ©jÃ Ã lâ€™enclencher avec le livre, alors ce sera plus facile pour dâ€™autres aspects de la culture. Pour lâ€™accÃ¨s des Ã©lÃ¨ves aux musÃ©es, câ€™est difficile car il nâ€™y a pas de musÃ©es partout. Mais lÃ oÃ¹ il en existe, on peut imaginer que certains cours se fassent dans ces musÃ©es. Tout cela ne peut se faire sans lâ€™Education nationale ni sans les enseignants. Le groupe de rÃ©flexion rÃ©flÃ©chit dâ€™ailleurs Ã la maniÃ¨re de convaincre et dâ€™intÃ©resser les enseignants. Si on rÃ©ussit sur le livre et sur les musÃ©es, ce serait un grand pas. Mon rÃªve serait plus tard dâ€™introduire la musique andalouse Ã lâ€™Ã©cole qui est notre musique classique. Ajoutez Ã cela le thÃ©Ã¢tre qui est le pendant de la littÃ©rature, et le faire entrer Ã lâ€™Ã©cole serait merveilleux. Mais pour lâ€™instant, cap sur le livre. Par ailleurs, il est clair que le tourisme culturel implique forcÃ©ment les deux secteurs. Nous en avons parlÃ© avec ChÃ©rif Rahmani et lÃ aussi, nous devons lancer une Ã©quipe commune. Cela dit, il nâ€™existe pas de culture sans argent. Dâ€™oÃ¹ lâ€™importance du ministÃ¨re des Finances. Il est question non seulement du financement de lâ€™action culturelle mais aussi des festivals. Nous avons rÃ©ussi Ã institutionnaliser 32 festivals culturels et ils disposent donc dâ€™une garantie de soutien financier. Mais si nous jetons un Å“il sur nos voisins et frÃ¨res marocains et tunisiens, on peut dire quâ€™il y a chez eux au moins quatre Ã cinq fois plus de festivals, tous soutenus par lâ€™Etat et les collectivitÃ©s locales. Nous devrons arriver un jour Ã nous pencher sur la problÃ©matique du financement gÃ©nÃ©ral de la culture.

Il y a eu des efforts dans la promotion des manifestations mais on a lâ€™impression, souvent, que lâ€™on consacre 99% des efforts et moyens Ã Â« faire Â» et 1% Ã Â« faire savoir Â». Pourquoi ?

Vous posez un problÃ¨me fondamental. Mais, encore une fois, dois-je rappeler que nous avons dÃ©marrÃ© de rien. Il y avait des choix drastiques Ã faire. Nous avons dÃ©cidÃ© que 70% du budget (NDLR : dâ€™Alger, capitale de la culture arabe) irait Ã de lâ€™infrastructure. Cela nous a permis quand mÃªme dâ€™ouvrir deux musÃ©es, ce nâ€™est pas rien. Il faut rappeler que depuis lâ€™indÃ©pendance, nous nâ€™avons ouvert aucun musÃ©e dans la capitale. Je parle des musÃ©es dâ€™art relevant du ministÃ¨re de la Culture. Lâ€™annÃ©e se termine mais eux continueront. Câ€™est du concret et du durable au profit des artistes et du public. Pour les 30% restants, il fallait arrÃªter aussi des prioritÃ©s. Et lÃ encore, nous avons privilÃ©giÃ© le livre car câ€™est le produit culturel transversal nÃ©cessaire Ã tous les citoyens et au dÃ©veloppement des arts et de la culture. Puis, est venu le thÃ©Ã¢tre. De plus, cette occasion financiÃ¨re formidable nous a permis de donner lâ€™occasion Ã toutes les wilayas de participer et quand je dis wilayas, ce sont leurs artistes et crÃ©ateurs. VoilÃ comment les prioritÃ©s ont Ã©tÃ© globalement rÃ©parties sans oublier le cinÃ©ma, les expositions, etc. Il y eu aussi les 18 semaines culturelles des pays arabes. Câ€™est dâ€™ailleurs la premiÃ¨re fois dans lâ€™histoire de cet Ã©vÃ¨nement quâ€™autant de pays participent et câ€™est aussi la premiÃ¨re fois que les wilayates sont associÃ©es, au delÃ dâ€™une capitale. Alors, effectivement, je suis dâ€™accord, il nâ€™y avait plus beaucoup dâ€™argent pour la promotion. Mais nous nâ€™avions pas le choix. Nous partions du dÃ©sert, encore que je nâ€™aime pas lâ€™image car jâ€™estime que le dÃ©sert renferme une richesse culturelle inouÃ¯e. Donc, disons de zÃ©ro. Nous avons fait un effort de promotion mais pas autant que des capitales qui ne partaient pas de zÃ©ro.

Puisque nous parlons chiffres, est-ce que vous allez publier le bilan financier de lâ€™Ã©vÃ¨nement ?

Je vous remercie de cette question. Comme chacun le sait, je nâ€™ai jamais exercÃ© auparavant la fonction de ministre ni jamais travaillÃ© dans un ministÃ¨re. Jâ€™ai dÃ» apprendre. Quand on ouvre un compte spÃ©cial, en AlgÃ©rie ou dans le monde, cela ne se fait pas nâ€™importe comment. Câ€™est lâ€™Etat qui ouvre le compte dans le cadre dâ€™une loi de finances. Ce compte est gÃ©rÃ© conjointement par le ministÃ¨re pour lequel il a Ã©tÃ© ouvert et par celui des Finances. Des procÃ©dures sont Ã©tablies par arrÃªtÃ© interministÃ©riel qui prÃ©cise dans le dÃ©tail les modalitÃ©s de son utilisation. Je peux vous remettre ce document. En dehors de ce qui est spÃ©cifiÃ© par Ã©crit, aucune somme ne peut Ãªtre mobilisÃ©e. Il est en outre Ã©crit, noir sur blanc, que le ministÃ¨re de la Culture se doit de prÃ©senter tous les trimestres un rapport Ã celui des Finances. Câ€™est exactement ce qui sâ€™est passÃ© depuis le

dÃ©but. Quand il sâ€™agit dâ€™un compte spÃ©cial ad hoc comme celui-ci (car il existe des comptes spÃ©ciaux qui durent comme le FDATIC pour le financement du cinÃ©ma), il est clÃ´turÃ© Ã lâ€™issue de lâ€™Ã©vÃ¨nement et, cela, sur la base dâ€™un bilan. Il se trouve que le service du ministÃ¨re des Finances en charge de ce bilan sâ€™appelle lâ€™Inspection gÃ©nÃ©rale des finances. Ce nâ€™est pas un ogre chargÃ© de mettre les gens en prison. Je suis dÃ©solÃ©e pour ceux qui souhaiteraient voir Khalida Toumi en prison. Il faudrait quâ€™ils cherchent autre chose. Lâ€™IGF est lÃ pour les bilans et pour clÃ´turer les comptes. Câ€™est ce qui sâ€™est produit pour lâ€™AnnÃ©e de lâ€™AlgÃ©rie en France et câ€™est une procÃ©dure normale. Jâ€™ajouterai ceci, document Ã lâ€™appui : la ministre de la Culture a demandÃ© au ministre des Finances de lâ€™Ã©poque, M. Medelci, de bien vouloir lui affecter un reprÃ©sentant de lâ€™IGF pour gagner du temps et surtout ne pas avoir Ã garder un certain nombre de gens qui ont Ã©tÃ© recrutÃ©s pour cette annÃ©e. En janvier, nous allons parachever lâ€™Ã©vÃ¨nement et pendant au moins un mois, nous allons garder des gens pour la clÃ´ture du compte. Jâ€™ai formulÃ© cette demande oralement et par Ã©crit, ma derniÃ¨re lettre remontant Ã mai. Le ministre des Finances nâ€™a pas pu accÃ©der Ã ma demande car lâ€™IGF intervient aprÃ¨s les exÃ©cutions financiÃ¨res. VoilÃ lâ€™histoire de lâ€™IGF.

Mais les comptes vont-ils Ãªtre portÃ©s Ã la connaissance publique ?

Lâ€™Etat a ses traditions et son fonctionnement. Nous devons des comptes au gouvernement car le ministÃ¨re exÃ©cute un programme avalisÃ© par une commission nationale en charge de lâ€™annÃ©e et prÃ©sidÃ©e par le Chef du gouvernement. La ministre de la Culture est membre de cette commission nationale. Donc, nous devons des comptes Ã cette commission nationale, au prÃ©sident de la RÃ©publique bien sÃ»r, ainsi quâ€™au chef du gouvernement auxquels le bilan sera soumis. Nous devons des comptes aux Ã©lus du peuple et si lâ€™AssemblÃ©e nationale ou le SÃ©nat demandent des comptes, nous les prÃ©senterons. Donc, en dehors de cela, quoi ? La Cour des Comptes ? Quâ€™elle vienne, il nâ€™y pas de problÃ¨me. VoilÃ . Maintenant, sâ€™il existe une partie qui se sent lÃ©sÃ©e dans la gestion de ce compte, il y a la justice.

En dehors de ce budget spÃ©cial, il y a le budget ordinaire du ministÃ¨re. Il y a la culture Ã©vÃ¨nementielle et la culture au quotidien. Cette annÃ©e a-t-elle donnÃ© envie aux pouvoirs publics de faire plus pour la culture ?

Pendant quâ€™Alger Ã©tait capitale de la culture arabe, Vilnius en Roumanie Ã©tait capitale de la culture europÃ©enne. Ces annÃ©es sont des occasions formidables, notamment pour se doter en infrastructures. Malheureusement, je le dis, en AlgÃ©rie cela nâ€™a pas Ã©tÃ© entiÃ¨rement le cas. Non pas parce que le ministÃ¨re de la Culture nâ€™a pas fait le travail. Nous avons tous les documents qui prouvent quâ€™en mai 2004 dÃ©jÃ , nous avions dressÃ© une liste de propositions dâ€™infrastructures Ã prÃ©parer. Pour des raisons multiples, lâ€™AlgÃ©rie avait dâ€™autres prioritÃ©s, et nous nâ€™avons pas pu rÃ©aliser tous ces projets. Mais lâ€™annÃ©e a permis de se rendre compte des manques et de lâ€™importance de la production culturelle. Le plus sÃ»r des ciments pour une nation, câ€™est la culture. Les pouvoirs publics se rendent comptent aussi du gain Ã©conomique. Il est apparu par exemple, avec lâ€™opÃ©ration 1001 livres, que câ€™est toute la chaÃ®ne du livre qui a Ã©tÃ© rÃ©animÃ©e, au sens mÃ©dical du terme. De lâ€™Ã©crivain, Ã lâ€™Ã©diteur, Ã lâ€™imprimeur, au diffuseur, au libraire, ce sont des emplois crÃ©Ã©s ou protÃ©gÃ©s ou permanisÃ©s. Lâ€™Etat sâ€™en est bien rendu compte. Câ€™est pourquoi, lors de la discussion de la Loi de finances 2008, il a Ã©tÃ© facilement convaincu quâ€™il fallait reproduire lâ€™opÃ©ration. Si nous la maintenons 5 ans la chaÃ®ne livre va Ãªtre bien enclenchÃ©e. Câ€™est lâ€™une des consÃ©quences dâ€™une annÃ©e culturelle comme celle-lÃ . Idem pour la dÃ©cision de multiplier le nombre de thÃ©Ã¢tres. Dâ€™ici 2014, tous les chefs lieux de wilaya doivent disposer dâ€™au moins un thÃ©Ã¢tre et arriver plus tard Ã environ un thÃ©Ã¢tre par daÃ¯ra. Câ€™est un des effets de lâ€™annÃ©e. On a vu que 45 piÃ¨ces de thÃ©Ã¢tre ont Ã©tÃ© produites et que, sur ce total, il nâ€™y avait pas, le TNA et les thÃ©Ã¢tres rÃ©gionaux ,peu nombreux malheureusement (8 au total,) mais aussi 25 associations ou coopÃ©ratives privÃ©es de toutes les wilayas du pays.

Il y a un potentiel pour le thÃ©Ã¢tre. Chapeau bas Ã Mhamed Benguettaf dâ€™avoir su le montrer. Autre dÃ©cision : la crÃ©ation de nouveaux musÃ©es. Nous disons un par wilaya parce que nous sommes une RÃ©publique, et je suis heureuse que la valeur Ã©galitÃ© soit aussi sacrÃ©e. Il est Ã©vident que certaines wilayas auront la possibilitÃ© de faire plus. Dâ€™oÃ¹ le rÃ´le des collectivitÃ©s locales qui est fondamental et exige une complicitÃ© positive avec le ministÃ¨re de la Culture. Je ne cite que ces exemples pour dire que les consÃ©quences se font dÃ©jÃ sentir. Je ne parle pas du bonheur quâ€™a entraÃ®nÃ© lâ€™ouverture du MusÃ©e dâ€™art moderne pour le public et les artistes aussi. Les pouvoirs publics lâ€™ont trÃ¨s bien vu. Ils ont perÃ§u que lâ€™on pouvait faire autant, ailleurs, avec de beaux bÃ¢timents qui sont dans un Ã©tat lamentable. Il y en a partout. Chapeau bas aussi Ã lâ€™architecte FaÃ¯di et son Ã©quipe qui ont dÃ©montrÃ© que lâ€™on pouvait faire beau et utile. Cela a fait travailler des Ã©quipes et des entreprises pluridisciplinaires et je suis trÃ¨s fiÃ¨re, car ce sont de jeunes AlgÃ©riens de niveau international Ã qui il suffisait de faire confiance. Tout cela sert la culture et le tourisme car, je nâ€™en doute pas, un jour, lâ€™AlgÃ©rie recevra des touristes, et jâ€™espÃ¨re que lâ€™on dÃ©veloppera le tourisme culturel qui rapporte beaucoup plus. Le soleil, la mer et le sable, il y en a un peu partout sur la planÃ¨te, mais les richesses culturelles sont uniques, lÃ oÃ¹ elles sont. Les musÃ©es et le patrimoine rapporteront dans lâ€™avenir.

En octobre, le Conseil du gouvernement a adoptÃ© les schÃ©mas directeurs de dÃ©veloppement culturel que vous avez proposÃ©s. Vont-ils Ãªtre portÃ©s Ã la connaissance des acteurs de la vie culturelle ?

Bien sÃ»r. Nous voulons faire des Assises de la culture. Je nâ€™aime pas tellement ce mot Â« assises Â», disons un regroupement. DÃ©but 2008, nous voulons regrouper les acteurs de la vie culturelle, les artistes, les opÃ©rateurs publics et privÃ©s et les mÃ©dias aussi, pour rendre public ce schÃ©ma directeur qui va jusquâ€™Ã 2025, mais qui est dÃ©clinÃ© en Ã©tapes : 2009, 2014, 2020. Il sâ€™agit de fignoler ce programme. Par exemple, quand vous dites Â« un thÃ©Ã¢tre par wilaya Â» dâ€™ici 2009, nous devons faire nos comptes. Dans certaines wilayas oÃ¹ il existait des salles fermÃ©es, les walis ont Ã©tabli des arrÃªtÃ©s pour leur rÃ©habilitation. La premiÃ¨re consÃ©quence de lâ€™Ã©rection dâ€™un thÃ©Ã¢tre communal en thÃ©Ã¢tre rÃ©gional, câ€™est lâ€™obtention dâ€™un budget de fonctionnement et dâ€™Ã©quipement. La bÃ¢tisse ne suffit pas. Dans dâ€™autres wilayas qui ne disposent pas de bÃ¢tisses, les directions de la culture prÃ©parent des propositions. Nous devrons donc dÃ©cliner ce schÃ©ma directeur publiquement. Pour le cinÃ©ma, câ€™est un dossier immense. Il y a aussi les sites du patrimoine. Les Etats mettent beaucoup dâ€™argent dans ces secteurs. Ce nâ€™est pas du gaspillage. Au contraire, ils rÃ©cupÃ¨rent plus, mais autrement. Cela permet de dÃ©velopper et de valoriser des rÃ©gions, de crÃ©er des emplois, de dÃ©velopper le tourisme culturel, de susciter ou de prÃ©server des artisanats ou des industries culturelles. Cela demande une stratÃ©gie concertÃ©e entre tous les secteurs de lâ€™Etat mais aussi, avec les collectivitÃ©s locales, et nous avons aussi besoin des privÃ©s. Je ne comprends pas par exemple, que des entreprises qui sont en AlgÃ©rie et qui investissent Ã lâ€™Ã©tranger pour des festivals, quand elles sponsorisent en AlgÃ©rie des festivals de mÃªme niveau, elles mettent le dixiÃ¨me.

Câ€™est peut-Ãªtre du fait des problÃ¨mes de promotion. Si elles nâ€™ont pas de retombÃ©es dâ€™image en termes de marketingâ€¦ Non ?

Sponsoriser le Festival international de musique andalouse, câ€™est de lâ€™or en barre. Une entreprise privÃ©e Ã©trangÃ¨re qui participerait Ã un tel festival ne peut Ãªtre que gagnante. Ce nâ€™est pas normal quâ€™ils consentent dix fois plus Ã lâ€™Ã©tranger Ã des festivals qui ne sont pas mÃªme internationaux.

Il existe ailleurs des mesures fiscales dâ€™encouragement du mÃ©cÃ©nat culturelâ€¦

Il en existe ici aussi, bien quâ€™elles demeurent encore limitÃ©es. LÃ oÃ¹ je concÃ©derai, câ€™est que câ€™est nouveau chez nous. Câ€™est pour cela que les assisses dont je parlais doivent aboutir Ã une dynamique culturelle planifiÃ©e ensemble, main dans la main. Nous souhaitons aussi traiter du mÃ©cÃ©nat et du sponsoring culturel avec les entreprises algÃ©riennes et Ã©trangÃ¨res. Tout le monde est gagnant.

Pour les schÃ©mas directeurs, il y en a deux : celui sur la culture et les arts et celui sur le patrimoine. Câ€™est un programme Ã©norme pour un pays aussi grand que le nÃ´tre et aussi riche au plan archÃ©ologique. Câ€™est la premiÃ¨re fois que lâ€™on fait une planification de ce genre. Un travail de mineur de fond a Ã©tÃ© fait sur ce plan : classement dâ€™objets, de sites, dâ€™espaces, de villages et de quartiers, inventaire gÃ©nÃ©ral des piÃ¨ces, valorisation par la restauration... Câ€™est Ã©norme. Tout cela va Ãªtre rendu public lors de ces assisses.

Puisque lâ€™on parle de sites, celui de Timgad suscite chaque annÃ©e la controverseâ€¦

SincÃ¨rement, quand je suis arrivÃ©e ici, je nâ€™ai trouvÃ© quâ€™un seul festival, celui de Timgad. Jâ€™Ã©tais trÃ¨s heureuse quâ€™il se fasse Ã Timgad et je lâ€™ai Ã©tÃ© davantage quâ€™il ne se soit pas arrÃªtÃ© dans les terribles annÃ©es 90. A lâ€™Ã©poque, ce festival relevait de la haute rÃ©sistance et de lâ€™hÃ©roÃ¯sme. Vraiment, sans dÃ©magogie aucune, je rends hommage Ã ceux qui ont fait cela : les organisateurs, les artistes qui jouaient leurs tÃªtes, le public, lâ€™APC qui a tenu Ã continuer dans ces circonstances et a rÃ©ussi Ã le faire. Il ne faut pas oublier. Moi, je peux pardonner, mais je nâ€™oublie pas. Alors, nous nâ€™avions entendu personne se plaindre de sa tenue. Nous avons institutionnalisÃ© le festival, lui garantissant ainsi une aide financiÃ¨re. Reste maintenant le dÃ©bat : doit-on utiliser le site archÃ©ologique ou pas ? Il y a deux Ã©coles dans le monde, pas trois : ceux qui considÃ¨rent quâ€™un site archÃ©ologique ne doit pas Ãªtre utilisÃ© mais Ãªtre musÃ©ifiÃ© sinon momifiÃ©. Câ€™est une Ã©cole. Une autre qui dit quâ€™un site doit vivre et quâ€™on doit pouvoir le valoriser et lâ€™utiliser, Ã condition bien sÃ»r de le respecter. Il faut trancherâ€¦ Jâ€™ai fait appel Ã des experts algÃ©riens et Ã des experts de lâ€™Unesco. Ils mâ€™ont dâ€™abord rappelÃ© que, de par le monde, beaucoup de sites archÃ©ologiques sont utilisÃ©s par des festivals, surtout en Europe. Ils ont recommandÃ© un cahier des charges. Ce document, trÃ¨s dur, existe depuis trois ans et a Ã©tÃ© rÃ©digÃ© par ce collÃ¨ge dâ€™experts. MalgrÃ© cela, jâ€™ai demandÃ© au wali de Batna de lâ€™Ã©poque, M. Ouali, actuellement secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur, dâ€™inscrire le projet dâ€™un thÃ©Ã¢tre en dehors du site, ce qui permettrait aussi au spectateur dâ€™avoir le site en perspective. Je reste persuadÃ©e que nous sommes, en tant quâ€™AlgÃ©riens, en mesure de parvenir au niveau des organisateurs de festivals rÃ©putÃ©s dans le monde, Avignon en France ou PÃ©tra en Jordanie, pour une valorisation culturelle du site, tout en le r espectant.

Il y a aussi la nature des spectacles qui sont donnÃ©sâ€¦

Il ne sâ€™agit pas de tourner des films et de tirer sur le site. Bien sÃ»r, la nature du spectacle Ã Timgad, câ€™est de la musique. Que ce soit Ã Timgad ou Djemila, nous avons imposÃ© le cahier des charges. A Djemila, nous avons obligÃ© tout le monde Ã faire des centaines de mÃ¨tres Ã pied, le wali et moi-mÃªme en tÃªte, pour que le site ne soit pas dÃ©gradÃ© par les vÃ©hicules. Jâ€™ajouterai ceci : allez voir les jeunes et les habitants des villages mitoyens. Ils vous diront que ces festivals les font vivre, y compris en dehors de la pÃ©riode du festival. A Timgad, la route a Ã©tÃ© refaite, Ã©clairÃ©e grÃ¢ce au festival. De nouveau, des touristes algÃ©riens et Ã©trangers y vont, en dehors du festival et grÃ¢ce Ã cette promotion. Des petits commerces sont nÃ©s de lÃ , le petit hÃ´tel de Djemila sâ€™est mis Ã revivreâ€¦ Je suis dâ€™accord quâ€™il faille veiller sur la protection du patrimoine mais, en mÃªme temps, faisons attention Ã ne pas le fossiliser, lui enlever toute vie humaine. Je fais remarquer que ces villes romaines qui sont lÃ depuis des siÃ¨cles, sâ€™ils elles sont encore lÃ , câ€™est que les AlgÃ©riens ne sont pas aussi barbares que lâ€™on voudrait le faire croire. En tout cas, ils comprennent mieux la nÃ©cessitÃ© de protÃ©ger ces sites.

Enfin, quâ€™aimeriez-vous dire aux jeunes artistes mais aussi aux moins jeunes ?

Je ne sais pas si la notion de vieillesse est valable pour les artistes. Pour paraphraser le ministre syrien de la Culture Ã propos de la langue, je dirai que les artistes ne sont jamais vieux parce quâ€™ils nâ€™ont jamais Ã©tÃ© jeunes. Quand on crÃ©e, on crÃ©e. Dâ€™abord, jâ€™aimerais leur souhaiter mes vÅ“ux pour

lâ€™annÃ©e 2008, leur dire ensuite, trÃ¨s sincÃ¨rement, que la ministre de la Culture se bat pour rÃ©unir les conditions afin quâ€™ils puissent vivre de leur art. Nous Å“uvrons pour une production culturelle intense qui leur permettra de crÃ©er dans les meilleures conditions possibles, et de vivre dignement de leur art. Dâ€™oÃ¹ la bonne chose que reprÃ©sente la reconduction du programme de 1001 titres pour le monde de lâ€™Ã©dition. Et pour les cinÃ©astes, jâ€™ai une bonne nouvelle, puisque nous avons obtenu que le FDATIC soit alimentÃ© encore pour 2008, ce qui donnera Ã travailler aux rÃ©alisateurs, mais aussi aux comÃ©diens, scÃ©naristes, techniciensâ€¦ Nous avons obtenu aussi des budgets consÃ©quents des festivals, ce qui permettra aux musiciens, compositeurs et aux troupes de thÃ©Ã¢tre de se produire. Cela aussi, câ€™est le rÃ©sultat dâ€™ Â« Alger capitale de la culture arabe Â» qui a montrÃ© que la production culturelle a un prix, donc un coÃ»t. Reste les gens des arts visuels, je leur promets que dÃ¨s le dÃ©but 2008, tous les musÃ©es vont Ãªtre rÃ©unis pour organiser au moins deux grandes expos par an, ce qui est dÃ©jÃ important. Je rappelle que nous partons de zÃ©ro pour compter jusquâ€™Ã un au moins. Les artistes bÃ©nÃ©ficieront aussi, de la crÃ©ation progressive de nouveaux musÃ©es qui sont appelÃ©s Ã acquÃ©rir des Å“uvres. Nous voulons aussi Ã terme, doubler au moins le nombre de festivals pour nous situer au niveau des pays voisins, non, par concurrence nÃ©gative mais dans un esprit dâ€™Ã©mulation. Donc, plein de projets et le principe quâ€™il vaut mieux mettre le paquet dans des stratÃ©gies qui crÃ©ent des conditions durables en nous rapprochant toujours plus des standards internationaux. Merci.

DEUXIEME PARTIE

Khalida Toumi. Ministre de la culture : Â« Il nâ€™y a jamais eu de censure Â»

El Watan. 03/01/2008

DeuxiÃ¨me partie et fin de lâ€™entretien avec la premiÃ¨re responsable du secteur. Un panorama de la culture, vue du Plateau des Anassers.

Il existe deux fonds de soutien peu importants financiÃ¨rement : le FDATIC pour le cinÃ©ma et le FDAL pour les arts et lettres. Quâ€™est-il prÃ©vu pour le soutien Ã la crÃ©ation ?

Je trouve dÃ©jÃ formidable quâ€™ils existent. PremiÃ¨re consÃ©quence dâ€™Alger, capitale de la culture arabe, celui des arts et des lettres a Ã©tÃ© alimentÃ© pour soutenir une nouvelle opÃ©ration de 1001 titres, câ€™est dans la Loi de Finances 2008. Mais ce quâ€™il faut noter, câ€™est quâ€™on sort dâ€™un compte spÃ©cial ad hoc pour aller dans un compte pÃ©renne. Ce fonds est un moyen de soutien fondamental du livre, mais aussi du thÃ©Ã¢tre, et il va nous permettre de crÃ©er des Prix. Quant au FDATIC, vous le savez, il Ã©tait alimentÃ© Ã lâ€™origine par un pourcentage prÃ©levÃ© sur les tickets dâ€™entrÃ©e des salles de cinÃ©ma. Mais, dans leur Ã©crasante majoritÃ©, celles-ci sont, soit fermÃ©es, soit en Ã©tat de dÃ©labrement avancÃ©. Donc, le FDATIC ne peut plus Ãªtre alimentÃ© par ce biais. Câ€™est pourquoi nous nous sommes battus pour que, durant 4 Ã 5 ans, lâ€™Etat continue Ã allouer une subvention afin que la production cinÃ©matographique ne meure pas. Cela ne veut pas dire que lâ€™Etat doive financer la totalitÃ© dâ€™un projet. Il apporte une aide complÃ©mentaire. On ne peut pas revenir aux annÃ©es 70 avec lâ€™Etat producteur, lâ€™Etat distributeur, lâ€™Etat tout ! Je dis cela avec tout mon respect et mon affection que jâ€™ai pour les cinÃ©astes. Un dossier a Ã©tÃ© soumis au gouvernement car lâ€™Etat ne pourra ad vitam aeternam alimenter le FDATIC par budget. Il faut donc revenir progressivement au financement par le ticket. Nous avons recensÃ© toutes les salles. La plupart sont entre les mains des APC qui nâ€™ont pas les moyens de les gÃ©rer. Environ 10% relÃ¨vent des privÃ©s et le reste du ministÃ¨re de la Culture, le rÃ©seau cinÃ©mathÃ¨que pour lâ€™essentiel. Nous avons proposÃ© donc que les salles reviennent Ã lâ€™Etat. Le ministÃ¨re de la Culture ne vise pas Ã les gÃ©rer mais Ã rÃ©habiliter le parc existant de 380 salles. Dâ€™ici 2009, nous pourrons en rÃ©habiliter 120. Ensuite, leur gestion sera confiÃ©e Ã des privÃ©s, mais pas nâ€™importe lesquels. Qui nâ€™est pas dentiste ne peut ouvrir un cabinet dentaire et il nâ€™y a pas de raison que nâ€™importe qui gÃ¨re un cinÃ©ma. Lâ€™accÃ¨s Ã la concession

dâ€™une salle, pourquoi pas pour 90 ans, sera ouverte Ã tout privÃ©, mais il sera obligÃ©, sâ€™il ne lâ€™est pas, de prendre un gestionnaire formÃ©. Un cahier des charges trÃ¨s dur fixera ces modalitÃ©s. Nous voulons inscrire lâ€™opÃ©ration dans le programme immense du PrÃ©sident de la RÃ©publique de 100 locaux dâ€™activitÃ© pour les jeunes dans chaque commune. Un cinÃ©ma est un local qui crÃ©e de lâ€™emploi. Nous commencerons par les jeunes que lâ€™INADC a formÃ©s par centaines dans lâ€™action culturelle. La majoritÃ© est au chÃ´mage, si bien quâ€™on nâ€™en forme plus ! Ils recevront une formation complÃ©mentaire dans le cinÃ©ma et la gestion. Nous devrons aussi recrÃ©er un corps, malheureusement disparu, celui des inspecteurs de la culture, Ã raison dâ€™au moins deux par wilaya, pour contrÃ´ler lâ€™application des cahiers des charges.

Sur le modÃ¨le des Ã©coles privÃ©es, maintenant soumises Ã lâ€™inspection acadÃ©mique â€¦

Absolument. Nous espÃ©rons pouvoir prÃ©senter ce programme en Conseil du gouvernement, car il faut son aval ainsi quâ€™un soutien financier public. Mais cela ne peut se rÃ©aliser quâ€™en adossant le programme Ã une Loi. Dâ€™oÃ¹ notre proposition de Loi sur la cinÃ©matographie qui, en principe avant la fin 2007, sera discutÃ©e au secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral du gouvernement. Câ€™est trÃ¨s important. Il y a encore des gens qui pensent que le cinÃ©ma nâ€™a pas besoin de loi spÃ©cifique, que câ€™est une activitÃ© commerciale comme une autre. Oui, elle lâ€™est aussi, industrielle mÃªme, mais elle a la particularitÃ© dâ€™Ãªtre culturelle, ce qui justifie une loi spÃ©cifique qui va permettre surtout de changer le statut du CNCA pour que ce levier fondamental se hisse au niveau du CNC franÃ§ais, marocain ou autre.

Certains films soutenus en 2007, nâ€™ont pas encore Ã©tÃ© montrÃ©s, comme celui de Mokhneche, Â« Paloma DÃ©lice Â». Pourquoi ?

Il a Ã©tÃ© produit dans le cadre dâ€™Alger capitale de la culture arabe. On attendait une version en arabe, au moins sous-titrÃ©e. Ce nâ€™est pas le cas et, de plus, on nous a remis un DVD. Câ€™est quand mÃªme un film qui doit passer dans une salle de cinÃ©ma et pas sur un Ã©cran de TV, non ?

Savez-vous que cela a Ã©tÃ© attribuÃ© Ã de la censure ?

Câ€™est de la folie furieuse. Jâ€™ajoute ceci : le film est passÃ© en France, nâ€™est-ce pas ? Eh bien, jamais il nâ€™aurait eu son visa de censure dans ce pays si un certain pourcentage de la langue utilisÃ©e nâ€™Ã©tait pas du franÃ§ais (NDLR : 51 % des dialogues). Câ€™est clair, net et prÃ©cis. Il y a eu un problÃ¨me avec un autre film, celui de J.P. Lliedo. On ne peut pas censurer un film quâ€™on nâ€™a pas vu. Le rÃ©alisateur a signÃ© un contrat pour un film de 52 minutes, il nous a ramenÃ© deux heures et demie de rushes, je dis bien de rushes, quel mÃ©pris ! Il nâ€™a pas respectÃ© son contrat. Vous avez signÃ© pour 52 mn, vous remettez 52 mn. Le travail de montage nâ€™a pas Ã©tÃ© fait. Quâ€™il se dÃ©brouille avec ses rushs. Je suis dÃ©solÃ©e que Lliedo en soit rÃ©duit Ã mentir pour se faire de la publicitÃ©. Jâ€™aurais voulu quâ€™il finisse autrement, vraiment, parce que câ€™est un ami par ailleurs.

Et La Maison jaune dâ€™Amor Hakkar, pourquoi nâ€™est-il pas passÃ© encore ?

SincÃ¨rement, je nâ€™ai pas connaissance dâ€™un quelconque problÃ¨me. Il faudra poser la question Ã AÃ¯t-Oumeziane du CNCA. Il nâ€™y a jamais eu de censure, je lâ€™affirme encore.

Ni de problÃ¨me de langue ? Câ€™est un film en chaouiâ€¦

Nous exigeons que le film soit dans lâ€™une des deux langues nationales. Pas plus, mais pas moins ! Je vais vous dire : nous avons copiÃ© presquâ€™Ã la lettre les rÃ¨gles du CNC franÃ§ais, en les adaptant, parce que nous estimons que câ€™est un exemple. Le beau film de Tsaki, tournÃ© Ã Djanet, est en berbÃ¨re sous-titrÃ© en arabe et il a Ã©tÃ© projetÃ©. Respectons les contrats. Il nâ€™y a jamais eu de censure. Heureusement dâ€™ailleurs.

Parlons de formation. Pour commencer, de lâ€™absence de spÃ©cialistes en ingÃ©nierie culturelleâ€¦

La formation sera la prioritÃ© en 2008. On ne pouvait pas tout faire en mÃªme temps. Le ministÃ¨re sâ€™est fixÃ© des prioritÃ©s. Tout le monde a constatÃ© que la prioritÃ© a Ã©tÃ© donnÃ©e au patrimoine. Il Ã©tait dans un Ã©tat trÃ¨s dangereux avec une trÃ¨s belle Loi inapplicable car sans aucun texte dâ€™application. Nous avons Å“uvrÃ© en termes de rÃ©glementation mais aussi de crÃ©ation des structures en charge. La lecture publique aussi nous a accaparÃ©s, ce qui a permis de lancer avec le ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur ce programme dâ€™une bibliothÃ¨que par commune et je remercie M. Yazid Zerhouni de son soutien. Donc, avec dâ€™autres chantiers, la formation va Ãªtre Â« le Â» sujet de 2008, sans concession ni dÃ©magogie. Je tiens Ã dire que les instituts qui existent le sont grÃ¢ce aux enseignants qui exercent dans des conditions trÃ¨s difficiles. Mais des matiÃ¨res fondamentales ne sont pas enseignÃ©es car nous nâ€™avons pas assez dâ€™enseignants. Donc, au delÃ de lâ€™ingÃ©nierie culturelle, câ€™est tout le systÃ¨me qui est Ã rÃ©former. De plus, se pose le problÃ¨me du statut des enseignants, liÃ© Ã celui des Ã©tablissements eux-mÃªmes. Nous serons obligÃ©s de faire appel Ã la coopÃ©ration. Nous avons commencÃ© la rÃ©forme en transformant lâ€™INADC en ISMASC (institut supÃ©rieur des mÃ©tiers des arts du spectacle et du cinÃ©ma). Mais, avant le supÃ©rieur, il faut penser aux mÃ©tiers intermÃ©diaires, selon les standards internationaux. Que je sache, il nâ€™y pas de cinÃ©ma spÃ©cifique, câ€™est un art universel. Un Ã©clairagiste, un preneur de son, une scripte, un accessoiriste ne sont pas obligÃ©s dâ€™Ãªtre docteurs dâ€™Etat.

GÃ©nÃ©ralement, ces formations se font sur le tas et in situ, parfois accompagnÃ©esâ€¦

Nous devons arriver Ã monter des formations professionnelles qui permettent aux gens dâ€™Ãªtre trÃ¨s vite opÃ©rationnels pour que les films et les piÃ¨ces se fassent convenablement et deviennent eux-mÃªmes des lieux de perfectionnement. Si lâ€™on veut maintenant faire de lâ€™acadÃ©mique, câ€™est une autre paire de manches et lÃ , on crÃ©e du supÃ©rieur. Jusquâ€™Ã peu, lâ€™Ecole des beaux-arts sâ€™appelait Â« supÃ©rieure Â» mais elle ne rÃ©pondait pas aux exigences dâ€™un tel statut. GrÃ¢ce au ministÃ¨re de lâ€™enseignement SupÃ©rieur qui a acceptÃ© nos demandes de dÃ©rogations, la majoritÃ© des enseignants a pu soutenir le magister, indispensable, comme le bac pour les Ã©tudiants. Nous avons dÃ©cidÃ© aussi, de crÃ©er une Ã©cole rÃ©gionale intermÃ©diaire. Donc, le processus avance pour arriver Ã classer lâ€™ESBA en tant quâ€™Ã©cole supÃ©rieure hors universitÃ©, telle que dÃ©finie par la loi. Mais on ne peut pas arriver Ã une formation acadÃ©mique sur aucune base ! Quand vous dites Institut supÃ©rieur de musique, il nâ€™a de supÃ©rieur que le nom et ce nâ€™est pas la faute des enseignants, ni celle des Ã©tudiants. Il ne faut pas se dÃ©rober mais trouver des solutions. Certains Ã©tudiants dÃ©barquent avec le bac sans jamais avoir fait de musique de leur vie ! Dâ€™autres en ont fait, mais Ã titre personnel ou dans des associations. Câ€™est mauvais pour lâ€™Ã©tudiant, car on lui fait croire quâ€™on le forme. Câ€™est mauvais pour lâ€™Etat, car câ€™est de lâ€™argent perdu. Donc, câ€™est tout le systÃ¨me de formation artistique quâ€™il faut repenser.

Le statut de lâ€™artiste, ce fameux sujet rÃ©current. OÃ¹ en est-on ?

Le problÃ¨me numÃ©ro un de lâ€™artiste, de par la nature de son travail, câ€™est la protection sociale, la couverture santÃ©, la retraite, les allocations familialesâ€¦ DÃ¨s que vous dites cela, se pose la question de la qualitÃ© dâ€™artiste. Qui lâ€™est et qui ne lâ€™est pas ? De plus, qui dÃ©cide de cette qualitÃ© ? Lâ€™administration dâ€™autoritÃ© ? Les artistes eux-mÃªmes ? Qui ? Câ€™est pourquoi notre rÃ©flexion a abouti Ã la nÃ©cessitÃ© de crÃ©er dâ€™abord un organe, le Conseil national des arts et de la culture, composÃ© en majoritÃ© dâ€™artistes Ã©lus par leurs pairs et les partenaires : le ministÃ¨re de la Culture mais aussi ceux du Travail et des affaires sociales, des Financesâ€¦ Le premier objectif est dâ€™Ã©tablir la carte dâ€™artiste : ses critÃ¨res, ses modalitÃ©sâ€¦ Puis, de crÃ©er une mutuelle gÃ©rÃ©e par les artistes eux-mÃªmes et qui, je suis sÃ»re, constitue la meilleure rÃ©ponse. Pas dâ€™assistanat. Un projet de dÃ©cret de crÃ©ation de ce conseil existe. Jâ€™ai le regret de dire quâ€™il attend maintenant de passer depuis 2005. Nous espÃ©rerons quâ€™il sera programmÃ© au plus tÃ´t. Le ministre du Travail et de la

SÃ©curitÃ© sociale est trÃ¨s ouvert sur la question et prÃªt Ã rÃ©gler ce problÃ¨me.

En 2009, 40 ans aprÃ¨s, Alger doit accueillir Ã nouveau le Panafricain. Ressemblera-t-il au premier, bien que cela soit impossible ?

Vous Ãªtes bien pessimistes. Pourquoi ?

Non, mais nous vivons une autre Ã©poqueâ€¦

Câ€™est une question prÃ©maturÃ©e. Nous avons maintenant une Agence de rayonnement culturel dont la mission est de faire connaÃ®tre la culture algÃ©rienne Ã lâ€™Ã©tranger et les cultures Ã©trangÃ¨res en AlgÃ©rie. Nous lâ€™avons chargÃ©e de rÃ©flÃ©chir au programme de cet Ã©vÃ©nement. Celui-ci sera exposÃ© dÃ©but 2008. La question a Ã©tÃ© aussi dÃ©battue au niveau des pouvoirs publics qui attendent cette proposition pour lâ€™avaliser. A ce moment, le programme sera rendu public et lâ€™administration mobilisÃ©e pour crÃ©er les conditions de travail aux crÃ©ateurs et aux opÃ©rateurs.

Ameziane Ferhani
Zineb Merzouk

Posté par : alger-culture, le January 03 2008 20:35:48